

La mort des villes ?

Pierre Delorme, Ph.D.

Volume 15, numéro 1, automne 2002

Délires urbains, dangers de mort

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1073903ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1073903ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

1180-3479 (imprimé)

1916-0976 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Delorme, P. (2002). La mort des villes ? *Frontières*, 15(1), 24–29.
<https://doi.org/10.7202/1073903ar>

Résumé de l'article

Rien n'est moins évident que la mort des villes, car les citoyens ont une formidable capacité d'adaptation à un espace en transformation. Le présent article pose le problème des grandes villes, entre autres Montréal, comme lieu d'identification des citoyens.

LA MORT DES VILLES ?

LES MAISONS FONT LA VILLE, LES CITOYENS FONT LA CITÉ.

JEAN-JACQUES ROUSSEAU

Résumé

Rien n'est moins évident que la mort des villes, car les citoyens ont une formidable capacité d'adaptation à un espace en transformation. Le présent article pose le problème des grandes villes, entre autres Montréal, comme lieu d'identification des citoyens.

Mots clés : *planification urbaine – citoyens – identification – fusion*

Abstract

Nothing is more obvious than the death of cities, for city dwellers have an amazing ability to adapt to space under transformation. This article raises the question of large cities, such as Montreal, as a place for citizens' identification.

Key words : *urban planning – city dwellers – identification – fusion*

Pierre Delorme, Ph.D.,
professeur, Département d'études urbaines
et touristiques, UQAM.

La ville grandit, voilà un signe des temps. Tout au long du XX^e siècle, et singulièrement dans la seconde partie du siècle, les villes, partout dans le monde, ont connu une croissance phénoménale. Elles ont étendu leur territoire dans tous les coins de leur périphérie et ont gobé les banlieues dans un ensemble urbain intégré, désormais appelé mégalopole, mégacité, mégaville. Le gigantisme autant dans la taille des villes que dans les façons de la qualifier ne semble pas avoir de limites.

Au Québec, les groupements municipaux qui se mettent en place actuellement s'inscrivent dans ce courant mondial d'élargissement du périmètre traditionnel des municipalités pour constituer de très grandes villes à l'identité et au caractère incertains. Les fusions municipales dans les principaux centres du Québec modifient radicalement le paysage urbain et conséquemment la perception qu'en ont les citoyens. Les populations, jusqu'à ce jour attachées à un espace urbain réduit, manifestent de multiples inquiétudes à l'endroit de la grande ville, notamment au plan de l'appartenance à ce nouvel espace.

On le sait, une ville se fonde sur un territoire et une population qui s'y regroupe et qui s'identifie à ce lieu, transformant de ce fait cet espace géographique en un véritable milieu de vie. C'est par l'identification des citoyens à leur ville que celle-ci prend sa singularité et se distingue des autres, bref, prend son identité. Une ville progresse, se développe, dans la mesure où les citoyens lui donnent le souffle nécessaire. La vie d'une ville provient de sa population. Alors, par les législations instituant les fusions municipales, le gouvernement a-t-il proclamé la mort des villes au profit d'une rationalité administrative ? Plusieurs le crai-

gnent. Au nom de la mise en place d'une nouvelle logique politico-administrative au niveau municipal, le gouvernement a-t-il provoqué la perte de l'identité locale et conséquemment de l'identification des citoyens à ces nouveaux ensembles urbains trop grands pour s'y reconnaître ? La ville doit appartenir à ses citoyens, sinon elle meurt.

La ville est un sujet politique. Elle est un lieu privilégié d'exercice du pouvoir : dans la ville, les forces et les groupes se confrontent, s'opposent et de cette dynamique apparaîtront des choix qui seront imposés à l'ensemble des citoyens. Ces choix, ce sont ceux de l'appareil de l'État. La population a parfois beaucoup de peine à s'y reconnaître et, en conséquence, abandonnera la ville aux mains des experts de l'administration publique. Ceux-ci ont la responsabilité de trouver les moyens pour saisir les choix des citoyens et les transformer en décisions politiques. Malheureusement, ce n'est souvent pas la méthode utilisée. Les choix sont ceux de l'État auxquels les citoyens doivent se soumettre. Voilà certes pourquoi les citoyens ont le devoir de veiller étroitement au développement de leur ville, ils ont au sein de leur milieu tous les moyens pour y parvenir. On le constate, traiter de la ville, c'est traiter de la démocratie. Et poser la question de la mort de la ville, c'est aussi soulever celle de la mort de la démocratie.

Si les villes se retrouvent au cœur de la dynamique politique et de la vie démocratique, elles constituent également le centre nerveux du développement économique des sociétés modernes. En effet, les villes occidentales ont été au cœur de l'industrialisation et sont aujourd'hui, plus que jamais, au centre des grandes transformations économiques qui annoncent le XXI^e siècle.

La mondialisation de l'économie semble aujourd'hui irréversible. Et la redéfinition de la ville y est intimement liée. Cette nouvelle étape dans le développement de

l'économie capitaliste provoque une crise d'identité. Les manifestations, parfois violentes, de groupes qui s'opposent à la mondialisation nous le rappellent de façon brutale lors des sommets des pays industrialisés. La mondialisation tend à gommer les sociétés dans un magma qui ne répond qu'à des impératifs économiques. Le repli des individus sur un milieu restreint, local, semble aux yeux de plusieurs une garantie de survie. Mais la mondialisation entraîne aussi une redéfinition de l'espace urbain qui provoque, au plan local, une nouvelle menace à l'identité. Les repères identitaires deviennent pour les citoyens de plus en plus difficiles à trouver.

La mondialisation s'inscrit dans une réappropriation de l'espace urbain aux fins des besoins d'une nouvelle économie. Plus que jamais la croissance de l'économie devient imbriquée au développement des villes. Nous parlons d'une croissance « d'une tout autre ampleur que celle provoquée par la révolution industrielle au siècle précédent, (elle) ouvre la voie à une nouvelle civilisation urbaine [...]. La grande révolution du temps présent est une révolution urbaine. L'avenir des civilisations sera urbain » (Godard, 2001, p. 13 et p. 95). Faut-il s'inquiéter de cette situation au Québec ? Certes oui. Mais dans quelle mesure ?

On l'aura compris, nous posons ici le problème de la ville comme lieu d'identification des citoyens. Et de la mort de la ville comme résultante de l'expansion du territoire urbain et de l'abandon des citoyens de l'aménagement et de la gestion de leur ville aux mains de technocrates de l'appareil de l'État. Au Québec, les fusions municipales créant des grandes villes soulèvent directement cette question : les citoyens préservent-ils dans leur nouvel environnement des modes d'identification à leur ville et des modes d'intervention dans le processus décisionnel politique ?

LES GRANDES VILLES

À l'instar de ce que nous retrouvons aux quatre coins du monde, le Québec vit désormais à l'ère des grands ensembles urbains. Les fusions municipales à Montréal, Québec, Gatineau, Longueuil, Sherbrooke, Trois-Rivières, Lévis, au Saguenay, etc., modifient radicalement le paysage urbain de l'ensemble de la province et suscitent une profonde inquiétude des citoyens face à leur nouvel environnement. En effet, les populations, jadis attachées à un espace municipal réduit, manifestent de multiples inquiétudes principalement au plan de leur identification à une nouvelle ville, plus grande, plus complexe, plus peuplée et parfois plus coûteuse. La mise en place d'un système politico-administratif, fondé sur l'existence d'une structure centrale de ges-

tion des affaires de l'ensemble du territoire et de nouveaux mécanismes de décentralisation de responsabilités vers les arrondissements n'a pour plusieurs rien de rassurant. Le centre réussira-t-il toujours à imposer ses vues à la périphérie, empêchant ainsi les populations locales, celles des arrondissements, de faire respecter leurs aspirations ?

Lors des débats qui ont précédé l'adoption et la mise en place des lois sur les fusions municipales au Québec (la première, la Loi 170 sur Montréal, Québec, Gatineau, Longueuil et Lévis entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002), plusieurs citoyens ont évoqué la dimension de la nouvelle ville, et corollairement la perte d'identité qui leur semble inévitable, comme argument central d'opposition au projet.

À Montréal, de façon spécifique, les opposants au projet utilisaient des termes comme mégacité, mégalopole, mégaville ou autres notions semblables pour insister sur la dimension géographique de la nouvelle ville et sur sa perte d'identité. En fait, ces concepts sont empruntés à des contextes urbains qui n'ont rien de comparables avec les nôtres.

En effet, la nouvelle ville de Montréal compte désormais 1,8 million d'habitants et la région métropolitaine 3,3 millions d'habitants, ce qui en fait certes la plus importante agglomération urbaine au Québec et la deuxième au Canada, après Toronto qui compte 4,4 millions d'habitants. Mais, si nous situons cette grande ville dans l'ensemble des grandes villes du monde, nos inquiétudes ont lieu d'être amoindries.

En 1995, selon l'ONU, les dix plus grandes villes du monde sont (en millions d'habitants) : Tokyo (27), Mexico (16,6), São Paulo (16,5), New York (16,3), Bombay (15,1), Shanghai (13,6), Los Angeles (12,4), Calcutta (11,9), Buenos Aires (11,8), Séoul (11,6) ; (cité dans Godard, 2001, p. 25). De plus, toujours selon l'ONU, soulignons que 50 % de la population mondiale est urbaine contre 33 % en 1950 (le seuil d'une agglomération étant fixé à 5000 habitants). En 2025, il y aura 60 % de la population mondiale qui vivra dans des villes. Par ailleurs, 90 % des habitants des pays industrialisés vivent dans des villes. Enfin, il y a actuellement 250 agglomérations qui regroupent plus d'un million d'habitants alors qu'il y en avait 16 en 1900 (Filjakow, 2002, p. 5).

Avant la fusion des 27 municipalités de l'ensemble de l'île, la ville de Montréal ne comptait pas un million d'habitants. Après la fusion, le nouveau Montréal regroupe 1,8 million de personnes. Cette situation de Montréal par rapport à l'ensemble des grandes villes du monde nous permet de relativiser l'ampleur de la nouvelle ville et, conséquemment, des problèmes qu'elle

engendre. La problématique du nombre d'habitants d'une agglomération urbaine, et conséquemment de l'étendue du territoire qui les regroupe, semble, à première vue, déterminante de l'emprise que les citoyens auront sur leur milieu et sur l'identification à celui-ci. La comparaison de Montréal avec les très grandes villes du monde, celles précisément que l'on qualifie de mégapoles, mégacités, etc., devrait rassurer les citoyens. Avec ses quelque deux millions d'habitants, Montréal demeure somme toute une ville de dimension encore modeste et, surtout, les mécanismes politico-administratifs de gestion de la ville mis en place avec les lois sur les fusions permettent de préserver l'identité locale et ouvrent toute grande la porte aux citoyens pour qu'ils puissent intervenir sur l'organisation de leur environnement immédiat.

On le constate, les populations, à l'échelle mondiale, deviennent urbaines. Ainsi, une analyse de la ville conduira à une compréhension plus large de la société dans son ensemble et de son évolution. En conséquence, une recherche sur la ville doit, plus que jamais, reposer sur des fondements théoriques et méthodologiques pouvant témoigner de sa complexité.

REPÈRES THÉORIQUES

Ainsi que l'âne de Buridan, la sociologie moderne souffre d'un déchirement praxique faisant que, comme dans une bonne histoire célèbre, elle a bien des idées neuves et de bonnes idées. Malheureusement ses bonnes idées ne sont pas neuves et ses idées neuves ne sont pas bonnes.

Gilbert Durand

Après avoir connu les années 1970 où l'apport de courants théoriques très sophistiqués a déterminé l'orientation des études sur la ville, il semble, en ce début du XXI^e siècle, que la recherche urbaine vive un creux théorique. Les références lourdes cèdent le pas à l'analyse empirique, certes utile mais essentiellement appuyée sur un cadre méthodologique, parfois très rigoureux, mais dénué d'un environnement théorique qui a coloré les brillantes études des Lefebvre, Castells, Chombart de Lauwe et autres. L'urgence pour les jeunes universitaires de publier des articles dans des revues scientifiques pour assurer leur survie aura eu raison de contributions plus laborieuses sur les fondements épistémologiques de la recherche scientifique sur la ville.

En outre, l'approche marxiste, qui a tant contribué à ériger un appareillage conceptuel très séduisant au cours des années 1970 et 1980 est tombé en désuétude par la suite, sans doute pour cause, et n'a pas trouvé de remplaçant comparable.

Nous avons, modestement, contribué à ouvrir la porte à l'introduction de nouveaux concepts épistémologiques pour comprendre les phénomènes urbains en utilisant les notions d'ordre, de désordre et d'organisation chères à Edgar Morin dans ses premiers tomes de *La Méthode* (Morin, 1980, 1977 ; Delorme, 1986). L'organisation politique de l'espace urbain s'est, historiquement, construit à partir d'un désordre spatial existant et d'une volonté d'assurer le développement harmonieux d'une économie en voie de mutation. C'est par l'organisation d'un espace urbain par l'appareil d'État que se réalisera le passage du désordre à l'ordre urbain.

Certes ces notions d'ordre, de désordre et d'organisation ont encore aujourd'hui leur valeur heuristique. Mais elles ne suffi-

sent pas à saisir la complexité de la ville moderne. Et la déroute de l'approche structuro-marxiste a relégué les travaux de Castells, Lojkin et consorts au rang d'étapes historiques fondamentales mais désormais dépassées de l'analyse de la ville.

Sans renier ces contributions essentielles à l'établissement d'une épistémologie de la recherche urbaine, nous devons aujourd'hui chercher de nouveaux référents intellectuels pour nous accompagner dans la compréhension de la réalité urbaine actuelle. Nous ne cherchons pas ici de théorie générale mais plutôt quelques repères servant à comprendre si la ville, nouvelle mouture, est déjà morte, agonisante ou alors bien vivante et même annonciatrice d'avenir. Simplement dit, quels sont les moyens conceptuels qui nous serviront à saisir diver-

ses facettes de la réalité urbaine en ce début de siècle, pour plusieurs si inquiétant ? Notre propos est ici limité, il porte sur l'identité municipale. Et notre contribution théorique le sera également.

PETIT DÉTOUR PAR LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

La société actuelle s'analyse désormais à l'aune des nouvelles technologies. Et la ville n'y échappe pas. S'il est un courant moderne, avec ses notions conceptuelles sophistiquées, c'est bien celui des technologies de l'information et des communications qui, semble-t-il, sert de repère incontournable pour comprendre la nouvelle réalité des sociétés actuelles et, singulièrement, des villes d'aujourd'hui. Plusieurs chercheurs y travaillent. Et pas les moindres.



Manuel Castells défend aujourd'hui un appareillage conceptuel élaboré et place au centre de ses récentes recherches « l'âge de l'information » qui résulte de l'interaction entre la révolution technologique, la restructuration socioéconomique et les mouvements socioculturels (Castells, 2002, p. 393).

Cette nouvelle approche vise à saisir l'envergure des changements économiques liés à l'avènement des nouvelles technologies et leurs conséquences sur l'organisation spatiale des grands ensembles urbains. La ville – mais cela était annoncé avant l'avènement des nouvelles technologies et n'est donc pas nouveau – devient région métropolitaine et s'étend sur une superficie de plusieurs kilomètres. La taille des villes devient gigantesque et, pour plusieurs, les rend totalement anonymes. Plus d'un chercheur soutient que les rapports des individus à l'espace urbain ont tendance à se modifier avec le gigantisme des villes. Cela, bien sûr, la recherche actuelle sur la ville ne peut l'ignorer (Godard, 2000, p. 375-

376). Mais il ne faudrait pas voir la ville qu'à la lumière des nouvelles technologies, qui est fondamentalement une étape de plus dans le développement de l'économie capitaliste ; l'analyse deviendrait réductionniste de la complexité des phénomènes urbains et ainsi ramènerait la question urbaine à sa dimension technique.

Au fond, les problèmes urbains d'aujourd'hui sont ceux d'hier. Il ont certes pris une dimension nouvelle, mais ils résident toujours et fondamentalement dans des rapports politiques entre divers acteurs : un État planificateur et aménageur de l'espace, des promoteurs accrochés aux exigences du développement économique et une population qui vit avec encore plus d'acuité des problèmes de logement, de transport, de chômage, de qualité de vie, etc. Rien n'a vraiment changé en ce début du XXI^e siècle, rien que nous n'ayons déjà dit auparavant.

Par ailleurs, au-delà de la question de l'aménagement physique de l'espace urbain, se posent d'autres questions qui relèvent

cette fois d'éléments subjectifs, de croyances, d'éléments immatériels, tout aussi cruciaux pour comprendre la ville d'aujourd'hui. Par exemple, dans la grande ville, le problème de l'identification à son milieu spatial devient préoccupant, voire un enjeu politique. Et les nouvelles technologies n'apportent pas d'outils pour analyser pareille question. Tout au plus, nous aident-elles à comprendre que l'individu, rivé à ses appareils informatiques, devient isolé et que, comme il est un être social, il a besoin de rapports avec les autres au travail tout comme à l'extérieur, dans son milieu de vie. Le gigantisme des nouvelles agglomérations urbaines inquiète ceux qui se préoccupent de l'identification à un espace qui assure une qualité de vie, un certain contrôle sur son environnement immédiat et qui, fondamentalement, rassure les gens. Comment avoir une prise sur son environnement immédiat, sur sa ville, si elle prend la taille d'un pays ?

L'IMAGINAIRE

La ville est politique, nous l'avons écrit. Mais cette dimension politique perd aujourd'hui sa signification première au profit d'une vision instrumentale de la gestion des affaires publiques. Au fond, le politique s'efface devant le décisionnel et devient ainsi réduit à la gestion d'une somme d'événements ponctuels qui, quotidiennement, font la une des médias : élections, courses à la direction de partis, scandales politiques, etc. Cela montre un dérapage et l'oubli des grandes fonctions du politique : le rassemblement, l'adhésion à des projets collectifs, l'implication des gens dans le développement de la société, etc. (Delorme, 1994). Le citoyen cherche une voie pour retrouver cette dimension fondamentale du politique au sein de sa ville. Il recèle en lui tous les attributs pour réclamer le retour à une véritable vie politique. Ce sont les moyens qui semblent poser problème.

L'individu est un être qui pense, qui se fait des représentations, qui vit en fonction de croyances, d'images, de symboles, qui le nourrissent et lui permettent d'être ce qu'il est, c'est-à-dire un être singulier (Delorme, 1998). L'être humain vit aussi en fonction de références immatérielles qui lui permettent d'appréhender le quotidien et parfois même le transformer. L'être humain recèle une formidable capacité d'invention, une force créatrice, bref, il possède un imaginaire qui lui permet de comprendre la société à partir de croyances personnelles. Ne chercher à comprendre la société qu'à partir de ce qu'elle donne à voir, c'est oublier la capacité de l'être humain à se représenter le réel, à l'interpréter en fonction d'un ensemble de valeurs et de convictions qui lui sont propres. C'est là que



résident les fondements de l'imaginaire. Et les espoirs d'une revalorisation du politique, fondée sur une réelle implication des citoyens dans le développement de leur municipalité. Dans cette optique, la ville demeure certes une construction matérielle et concrète, mais elle est également une construction de l'imaginaire des citoyens qui la regardent, l'habitent et l'analysent.

L'IDENTITÉ MUNICIPALE

Historiquement, les villes ont toujours voulu marquer leur identité. Cela est vrai au plan international tout autant qu'au plan national : Québec n'est pas Montréal, Gatineau n'est pas Ottawa, etc. À un niveau encore plus restreint, les petites villes tiennent à se démarquer de leurs voisines : Westmount se distingue de Montréal, tout comme Outremont, Dorval ou Anjou.

Quand la ville prend de nouvelles formes et étend ses limites au-delà de celles déjà définies et connues, la question de l'identité est l'une des premières à être soulevée. Pour plusieurs citoyens, l'identité d'une ville est une question d'échelle : plus la ville est grande, plus l'identité est diffuse et plus l'identification à cette ville est problématique. La nouvelle ville, issue de l'étalement urbain, entraîne-t-elle le déclin d'une culture et conséquemment le désintéressement de sa population face à son organisation et son devenir ?

On l'a déjà souligné, la représentation que se font les habitants de leur ville va déterminer les rapports qu'ils établissent avec elle. On se situe dans l'imaginaire des citoyens et dans l'imaginaire de la ville beaucoup plus que dans l'espace concret et le rapport objectif à celui-ci. La grande ville provoque-t-elle la déstructuration de la ville traditionnelle comme lieu identitaire ?

L'identification à sa ville est un concept flou, qui permet toutes les interprétations, des plus simples aux plus complexes. Fondamentalement, l'identification renvoie à un ensemble de valeurs symboliques partagées par les citoyens, de croyances par lesquelles ils s'identifient à un environnement municipal qui les distingue des autres. Au-delà de la production matérielle de la ville par les planificateurs et aménagistes, la ville est produite par les citoyens comme lieu symbolique de leur identité. En contrepartie, la ville influence l'individu et conditionne son comportement par rapport à elle. « [...] comme si la ville, à la fois symptôme d'une organisation sociétale et condition fonctionnelle de cette organisation, possédait quelque pouvoir d'influer, par sa forme, sur la personnalité ou le comportement des individus qui s'y trouvent » (Morisset *et al.*, 1999, p. 9).

Bien sûr, la ville influence l'individu, tout comme celui-ci façonne l'identité de sa ville.

C'est par ce processus d'identification à leur environnement immédiat que les citoyens, lors d'interventions concrètes au plan politique, contribueront à préserver la spécificité de leur municipalité.

Contrairement à une conviction populaire, la qualité de vie des citoyens ne repose pas sur la taille des villes. Le fameux « Small is Beautiful » ne résiste pas à l'analyse au plan urbain. Ainsi, une petite ville peut devenir un réel « enfer social » (Godard, 2001, p. 89), où tout le monde se connaît et, dans une certaine mesure, se surveille. Les citoyens n'ont pas de vie privée. En réalité, ce qui fait la qualité de vie d'une petite ville, c'est sa proximité d'une grande ville. Et c'est là que résident les fondements de l'argumentation des municipalités de l'île de Montréal qui s'opposaient et s'opposent toujours à la fusion municipale : pourquoi se fusionner à Montréal alors que l'on en tire tous les bénéfices, étant voisins immédiats, sans en assumer les coûts monétaires ou symboliques ? La grande ville, croit-on, va gommer la spécificité des petites villes dans un magma impersonnel faisant perdre à ces dernières leur authenticité locale. Rien n'est moins certain : la capacité d'adaptation des individus et leur volonté de préserver leurs acquis vont les pousser à maintenir dans la nouvelle ville leurs habitudes de vie locales. Au fond, soutenons-nous, rien ne permet de croire que la grande ville va modifier les modes de vie déjà bien établis dans les municipalités maintenant fusionnées.

Peu de temps avant que ne s'enclenche le débat sur la fusion des municipalités de l'île de Montréal, un sondage avait indiqué que 80 % des résidents de ces municipalités s'identifiaient d'abord à Montréal, c'est-à-dire la ville où ils travaillent, vont au spectacle, dînent au restaurant, bref, la ville où ils vivent. Et la banlieue devient leur lieu de résidence. « Ne touchez pas à ma ville » fut pourtant claironné par plusieurs d'entre eux. Comme si la grande ville allait contaminer les municipalités de banlieue d'un virus mortel.

Soyons plus précis : les citoyens habitent une ville, ou plus précisément, ils habitent un quartier de cette ville. Par exemple, il n'y a pas plus de différence entre un citoyen de Westmount et un de l'ancienne ville de Montréal qu'entre le citoyen de Westmount « en bas » et celui de Westmount « en haut ». Ils furent pourtant nombreux dans cette ville, provenant de tous les quartiers, à prétendre que la nouvelle ville de Montréal allait leur faire perdre leur identité. Mais de quelle identité parle-t-on ?

Objectivement, les résidents de Westmount « en bas », pour reprendre cet exemple, ont des habitudes et des comportements urbains qui n'ont pas de correspondance

avec ceux des gens qui habitent les châteaux nichés dans la montagne. Certes ils habitaient la même ville, mais leur mode de vie et leur lieu de résidence sont totalement différents. C'est dans l'imaginaire des citoyens beaucoup plus que dans la réalité objective que les liens se tissent. Dans le quotidien de ces citoyens, la nouvelle ville n'a rien changé. Sinon la perception immatérielle qu'ils ne résident plus dans la même ville.

Il en va de même pour toutes les anciennes municipalités de l'île, qui ne constituent aucunement des lieux homogènes tant sur le plan des types de résidence que sur celui des modes de vie de ses habitants.

Même au sein de l'ancienne ville de Montréal, les résidents d'Ahuntsic se distinguent de ceux de Rosemont, du Plateau, de Villeray ou de Notre-Dame-de-Grâce. Pourtant, ils s'identifient tous à Montréal mais tout en ayant un mode de vie inscrit dans leur quartier désormais nommé arrondissement. Seul le temps, et les transformations qu'il entraîne dans les modes de représentation des individus, changera la mentalité des résidents de Westmount, Mont-Royal, Outremont, Saint-Laurent et d'ailleurs.

L'arrondissement, avec ses élus et ses fonctionnaires, devient le lieu de préservation des intérêts locaux concrets objectifs tout autant que symboliques et subjectifs. Les pouvoirs des arrondissements ressemblent, à quelques nuances près, à ceux des anciennes municipalités de la banlieue et permettent ainsi de préserver l'identité du milieu et sa spécificité dans l'ensemble montréalais. Grosso modo, les pouvoirs des anciennes municipalités sont désormais ceux des arrondissements. Rien ne paraît avoir radicalement changé à cet égard. Les craintes des citoyens ne sont donc pas fondées sur le plan objectif. Restera maintenant à redéfinir les rapports subjectifs des citoyens à leur arrondissement.

S'il fallait un argument supplémentaire pour illustrer que la dimension de la ville n'a pas de conséquence directe sur l'identification à celle-ci, il est certain que l'exemple le plus éloquent nous viendrait de la ville de New York après les événements du 11 septembre 2001. Jamais avon-nous senti une telle solidarité, une telle identification à la ville et une telle fierté parmi les citoyens de toute la ville. Le maire Giuliani, qui a certainement incarné dans ses gestes et dans ses propos les sentiments des citoyens, est devenu un héros national et même international. Il a fidèlement présenté l'image de New York et de ses citoyens dans leurs craintes, leurs souffrances et leur fierté. New York est pourtant la quatrième ville du monde. Et cette identification à la ville est toujours aussi palpable aujourd'hui.

La mort des villes ? Rien n'est moins évident. L'observation des petites entités urbaines tout comme des grandes mégapoles ne permet pas une telle conclusion. L'espace urbain certes se redéfinit à l'image de l'évolution de l'économie et de sa production, mais le lieu identitaire ne s'en trouve pas pour autant altéré.

Il en fut ainsi au cours de l'histoire de l'urbanisation des sociétés. Les citoyens ont une formidable capacité d'adaptation à un espace en transformation. Ils sont ainsi passés, de façon accélérée, à un mode de vie résolument urbain, entraînant une ségrégation marquée entre leur lieu de travail et celui de leur résidence. Mais l'imaginaire des individus a redéfini leur nouvel espace urbain en un lieu auquel ils se rattachent et qu'ils veulent préserver.

La création de grandes villes, comme nous le vivons actuellement au Québec, n'entraîne pas la destruction de la ville traditionnelle comme lieu identitaire. Tout au plus qualifie-t-elle l'espace de façon différente : la municipalité, ou le quartier, devient l'arrondissement. Cette nouvelle dénomination ne modifie pas le phénomène d'identification au même lieu qu'auparavant, il faudra toutefois laisser aux citoyens le temps de s'y habituer.

Objectivement, la ville n'est pas morte. Les urbanistes, architectes, promoteurs, politiciens et technocrates s'en chargent. Subjectivement, l'imaginaire des citoyens la garde aussi bien vivante. Et grâce à eux, la démocratie pourrait même renouveler ses modes de fonctionnement, par une implication plus active au sein du processus de décision local.

Bibliographie

ANDREW, C., P. ARMSTRONG et A. LAPIERRE (dir.) (1999). *Les villes nouvelles, Y a-t-il une place pour le Canada ?*, Ottawa, Presses de l'université d'Ottawa.

CASTELLS, M. (2002). « Urban sociology in the twenty-first century », dans I. SUSSER (dir.), *The Castells Reader on Cities and Social Theory*, Malden et Oxford, Blackwell.

CHOMBART DE LAUWE, P.-H. (1982). *La fin des villes, mythe ou réalité*, Paris, Calmann-Lévy.

DELORME, P. (1998). « La recomposition du présent, l'imaginaire de Cornelius Castoriadis », *Les cahiers de l'imaginaire*, n° 16, Paris, L'Harmattan.

DELORME, P. (1994). « Imaginaire et changement politique », *Sociétés*, n° 45, Paris, Dunod.

DELORME, P. (1986). *L'ordre urbain*, Hull, Éditions Asticou.

FILJALKOW, Y. (2002). *Sociologie de la ville*, Paris, La Découverte.

GODARD, F. (2001). *La ville en mouvement*, Paris, Gallimard.

GODARD, F. (2000). « La ville : recherches transversales », dans T. PAQUOT, M. LUSSAULT et S. BODY-GENDROT (dir.), *La ville et l'urbain, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte.

LOJKINE, J. (1977). *Le marxisme, l'État et la question urbaine*, Paris, PUF.

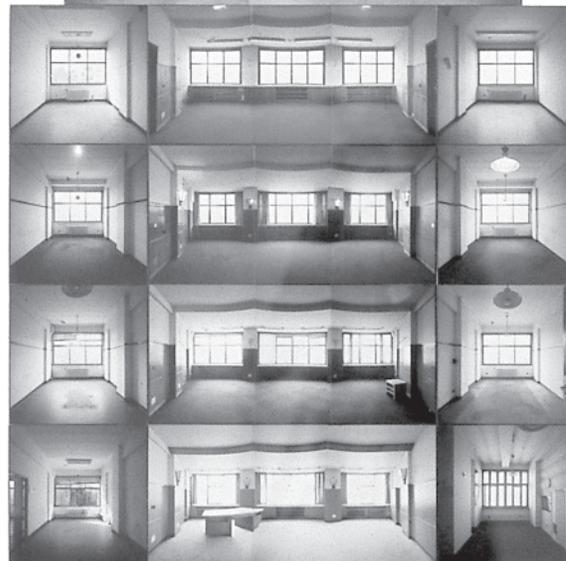
MORIN, E. (1980). *La Méthode, 2. La vie de la vie*, Paris, Seuil.

MORIN, E. (1977). *La Méthode, 1. La nature de la nature*, Paris, Seuil.

MORISSET, L.K., L. NOPPEN et D. SAINT-JACQUES (dir.) (1999). *Ville imaginaire, ville identitaire, échos de Québec*, Québec, Nota Bene.

PAQUOT, T., M. LUSSAULT, et S. BODY-GENDROT (dir.) (2000). *La ville et l'urbain, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte.

SUSSER, I. (dir.) (2002). *The Castells Reader on Cities and Social Theory*, Malden et Oxford, Blackwell.



Alain Palement, Mute, 1997